

Revue Catholica

Revue de réflexion politique et religieuse soutenue par le Centre National du Livre.

Geneviève Gavignaud-Fontaine : Les catholiques et l'économie-sociale en France XIXe-XXe siècles

Jean-Louis Clément , le vendredi 10 février 2012

Il faut rendre hommage à Geneviève Gavignaud-Fontaine d'avoir réussi le pari difficile de résumer, sans sombrer dans la caricature, les lignes de force des différentes théories d'économie politique qui se succèdent ou rivalisent en France depuis le XVIIIe siècle. L'honnête homme, s'il existe encore car, depuis quarante ans, les « esprits ornés » – pour reprendre la formule d'Alain Peyrefitte (1925-1999) – ne sont plus légions, goûtera l'exposition claire des doctrines qui, progressivement, ont mis l'Etat au service de l'expansion économique, le détournant du service du bien commun. Avec finesse, l'auteur souligne combien la quête de la justice sociale par l'apologie du marché autorégulateur, autrement dit l'ordolibéralisme, ne peut être assimilé à la justice économique. Les fidèles des religions chrétiennes sont très attachés à cette dernière. Les chrétiens sociaux pour les Eglises issues de la Réforme ou les catholiques sociaux pour les fidèles de l'Eglise romaine sont nés, comme tous les socialismes, aux lendemains de la Révolution française. La vitalité de ces mouvements, qui ont cherché à promouvoir une économie sociale chrétienne, fut grande au XIXe siècle et dans la première partie du XXe siècle. Sur ce point, l'auteur, en orientant son analyse vers les questions strictement économiques et sociales, donne une bonne synthèse des travaux de Jean-Baptiste Duroselle, d'Emile Poulat, de Philippe Levillain et de bien d'autres. Force lui est de constater l'assèchement actuel de ce courant politique, en dépit des efforts faits par certains hommes politiques pour le remettre à flot. La résurrection des Semaines Sociales de France est l'exemple type de ces tentatives.

Ce livre bien construit et documenté ne rend pas assez compte de l'impuissance croissante de la religion chrétienne à modeler un monde économique et social compatible avec sa conception non de l'homme – le mot est galvaudé – mais de la personne comprise dans la définition de la doctrine sociale de l'Eglise. Tout un travail demeure à accomplir sur les principes théologiques qui forment le socle de la foi des fondateurs du catholicisme social. On sait depuis des lustres qu'ils sont les héritiers spirituels de Maistre et Bonald, sans jamais souligner combien ces deux théoriciens sont mus par une conception janséniste de la faute originelle et de la personne. Ce pessimisme étant admis comme la Tradition de l'Eglise, il est facile de franchir le pas de la révélation du social et de lui attribuer, à l'instar de Bonald, une logique de développement propre qui ne saurait se confondre avec celle de la personne « aux volontés dépravées » (Bonald). La théologie d'Alphonse de Liguori et des rédemptoristes n'a pas eu de prise sur les catholiques sociaux qui cherchèrent les voies de la rénovation sociale dans les sciences humaines plutôt que dans la théologie morale.

Car c'est un des grands mérites de ce livre que d'ouvrir à une réflexion et à une recherche renouvelée sur les liens entre le temporel et le spirituel dans la France post-révolutionnaire pour comprendre l'évanouissement des valeurs chrétiennes dans la vie civile et sociale.

Le vendredi 10 février 2012 à 23:36 . Classé dans [Bibliographies n. 114](#). Vous pouvez suivre toutes les réponses à ce billet via le [fils de commentaire \(RSS\)](#). Les commentaires et pings ne sont plus permis.